



CEFRO (N° SIRET : 501 949 135 00013)
7 Av. Thiers
Nice (Alpes-Maritimes)
France
Tél. /Fax: +33(0)4 93 79 80 20
e- mail: info@cefro.fr
www.cefro.fr

PARLEMENT EUROPEEN
Courrier du citoyen
GOL03A012
L-2929 Luxembourg /
Présidence de la
COMMISSION EUROPEENNE
1049 Bruxelles, Belgique

Nice, le 13 Octobre 2008

Monsieur le Président Hans -Gert POTTERING,

Monsieur le Président José Manuel BARROSO,

Par la présente lettre, je souhaite ajouter quelques annexes au courrier électronique envoyé au Parlement européen le 19 Septembre 2008 (ci-joint le texte de mon courrier, ainsi que la réponse du PE imprimée).

Mon message électronique exprimait très succinctement mes efforts des huit dernières années pour décrocher une subvention et monter un centre de formation internationale, en France, principalement au bénéfice des cadres roumains, sans y parvenir.

En m'installant finalement en tant que Entreprise Individuelle (donc comme consultante indépendante) en France, je viens de faire l'expérience, à très petite échelle, de l'activité que je souhaitais mettre en place, et cela au travers du programme Grundtvig de formation tout au long de la vie. Les deux sessions que j'ai organisées à Nice, en Juillet et en Octobre, avec le cours que j'ai proposé et qui a été validé et publié par l'Agence française dans la base de données du programme Comenius/Grundtvig ont été une vraie réussite et m'ont encouragée et confortée dans ma décision de revenir au projet initial, d'autant plus que les bourses Grundtvig pour les Mobilités sont en nombre très limité.

L'activité en soi peut être excellente, seulement peu de personnes en bénéficient, car le dispositif technique pour déposer sa candidature est assez dissuasif, dans le fond (les participants qui ont fait l'effort pour mener jusqu'au bout une telle démarche ont tous reconnu cet aspect). En plus, la grande majorité des participants à ces cours viennent de l'enseignement et de ses domaines auxiliaires. Or, ce serait intéressant d'avoir en formation continue des gens venant d'autres horizons, comme la santé, les entreprises, etc.

Je sais parfaitement que d'autres programmes de formation peuvent exister en Roumanie, mais je connais tout aussi bien le chaos qui y règne en matière de formation également. C'est pourquoi je considère qu'un centre bénéficiant de fonds suffisants pour permettre une participation plus large, dans des conditions d'inscription plus souples que les dossiers techniques des agences nationales de formation, serait un progrès.

Il est inutile de répéter ici à quel point j'ai persévéré pendant des années auprès de la Commission Européenne, du gouvernement roumain, même des instances françaises pour porter mon projet et pour obtenir le soutien financier nécessaire. Aujourd'hui, il y a trente milliards d'euros qui vont être engloutis dans des projets fantômes en Roumanie, et dans des réseaux dont tout le monde connaît l'existence.

Peut-être que l'actuelle marche des choses dans le monde favorisera une prise de conscience plus éthique et plus responsable au niveau des institutions qui octroient les fonds, car depuis longtemps ce sont les mêmes qui profitent, et d'après les mêmes règles du jeu.

Ma proposition concerne l'octroi d'une subvention à CEFRO en vue de l'élargissement de ses activités de formation et d'échanges. Vous pouvez également la destiner à une activité de contrôle, de vérification de la mise en place des programmes en Roumanie, puisque CEFRO a pour objet *Conseil aux entreprises*. L'OLAF, que j'ai contacté plusieurs fois, et dont le fonctionnement m'est devenu clair en fin de compte, est à mon avis (et qu'il me soit permis d'être sincère), une plaisanterie institutionnelle. La Roumanie, telle qu'elle se présente aujourd'hui, après des années de programmes Phare, Sapard, etc., en est la preuve vivante. L'ironie du sort, la crise actuelle ne l'atteint même pas trop, du moment que son économie n'est pas une économie réelle. Les trente milliards d'euros européens vont tomber à point, pour engraisser ceux qui déjà ne sont pas maigres.

Je joins à ma lettre quelques documents témoignant de ma récente activité de formation (les sessions Grundtvig), de ma démarche pour intégrer une agence européenne en tant que consultante (agent contractuel), et aussi la plainte adressée aux autorités roumaines, avec la réponse de l'enquête en copie.

Je reste entièrement disponible pour toute information complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président Pöttering, Monsieur le Président Barroso, en l'expression de mes meilleurs sentiments.

Carmen Serghie Lopez